

SERVICE SECURITE URBAINE

**Le Maire de Louviers,**

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

**VU** le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L2212-1 à L2212-2-1 et L2213-1 à L2213-4 ;

**VU** le Code général de la propriété des personnes publiques, et notamment ses articles L2121-1, L2122-2 et suivants, L2125-1 et suivants ;

**VU** le Code de la voirie routière, et notamment ses articles L113-2 et L115-1 ;

**VU** le Code de la Route, et notamment ses articles R110-1 et suivants, R411-5, R411-8, R411-18 et R411-25 à R411-28 ;

**VU** le Code pénal, et notamment son article R610-5 ;

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (le livre I - 4<sup>ème</sup> partie : signalisation de prescription), approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié et complété ;

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (8<sup>ème</sup> partie : signalisation temporaire), approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié et complété ;

**VU** l'arrêté municipal n° DGSA20033 en date du 26 mai 2020 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Pierre DUVÉRE ;

**VU** la demande initiale en date du 15/01/2026, par laquelle l'entreprise VIA France NORMANDIE, représentée par Monsieur MORTAGNE Simon, agissant au nom et pour le compte de l'association culturelle des Témoins de Jéhovah, sollicite l'autorisation d'occuper temporairement le domaine public au droit de la propriété sise 44 rue Saint-Hildevert, cadastrée section AB n° 0213 dans le cadre de travaux de démolition d'un mur d'enceinte existant et création d'un accès provisoire, comprenant :

- Création d'un accès provisoire sur 10 mètres linéaires.

**VU** la permission de voirie n° S005/01/2026 délivrée le 13/01/2026 par le Président de la Communauté d'Agglomération Seine Eure ;

**VU** l'arrêté municipal n° DPSU26-027ATE délivré le 20/01/2026, autorisant la création d'un accès chantier carrossable et la démolition d'un mur d'enceinte, au droit du numéro 44 rue Saint-Hildevert, pour la période du 02/02/2026 au 02/01/2027 ;

**VU** la demande de modification en date du 03/03/2026, formulée par l'entreprise VIA France NORMANDIE, pour l'autorisation d'occuper temporairement le domaine public au droit de la propriété sise 44 rue Saint-Hildevert, cadastrée section AB n°0213 dans le cadre de :

- Création d'un accès provisoire sur 20 mètres linéaires ;
- Mise en place d'une déviation piétonne sur le trottoir opposé au lieu d'intervention, portion comprise entre le numéro 4 et le numéro 29 de la rue Saint-Hildevert ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de prendre en compte les modifications demandées ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient d'autoriser la création d'un accès carrossable sur 20 mètres linéaires et la mise en place d'une déviation piétonne entre le numéro 4 et 29 de la rue Saint-Hildevert, travaux exécutés par l'entreprise VIA France NORMANDIE ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient d'assurer la sécurité des personnes et des biens ainsi que la sécurité routière et d'éviter tout accident lors de l'exécution des travaux susvisés, et qu'il y a lieu, en conséquence, de réglementer temporairement le stationnement pendant le déroulement des travaux susvisés ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 – Abrogation du précédent arrêté**

L'arrêté municipal n° DPSU26-027ATE délivré le 20/01/2026 est abrogé à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

### **ARTICLE 2 – Autorisation d'occupation**

L'entreprise VIA France NORMANDIE est autorisée à occuper temporairement le domaine public, sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, selon les modalités suivantes :

- Période : du 06/03/2026 de 8h00 au 02/01/2027 à 18h00 inclus, date prévisionnelle de fin de travaux ;
- Lieu : au droit du n° 44 rue Saint-Hildevert ;
- Objet : Création d'un accès provisoire sur 20 mètres linéaire ;
- Mesure annexe : Mise en place d'une déviation piétonne entre le numéro 4 et 29 de la rue Saint-Hildevert.

### **ARTICLE 3 – Prescriptions techniques particulières**

L'installation visée à l'article précédent sera réalisée de façon à préserver le passage des usagers de la dépendance domaniale occupée et à réduire au maximum la gêne occasionnée aux riverains.

La circulation des piétons sera maintenue en permanence sur les trottoirs, sous réserve qu'il soit conservé un cheminement continu et sécurisé. Dans le cas où la largeur du cheminement ne peut être conservée ou assurée, la circulation des piétons devra être déviée en amont et en aval du lieu d'intervention suivant la signalisation mise en place.

Aucun stationnement, sauf véhicules et engins de l'entreprise, ne sera autorisé sur l'emprise du chantier.

Les véhicules de secours (pompiers, SAMU, police, gendarmerie, etc.) devront pouvoir accéder librement à la zone et ne sont pas soumis aux restrictions imposées par le présent arrêté.

Les accès aux bouches d'incendie et autres dispositifs de sécurité (robinets de coupure gaz, eaux, etc.), l'écoulement des eaux pluviales et, de façon générale, le fonctionnement des réseaux des services publics, devront être préservés.

Le chantier devra être maintenu en parfait état de propreté ; aucun matériau ne devra être stocké sur le domaine public et les déchets générés seront évacués conformément à l'article L541-2 du Code de l'environnement.

### **ARTICLE 4 – Sécurité et signalisation**

La signalisation réglementaire du chantier sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifiée et complétée.

Pour porter ces prescriptions et interdictions à la connaissance des usagers, l'implantation de la signalisation se fera par le bénéficiaire, 48 heures avant la date de l'intervention.

La signalisation au droit et aux abords du chantier sera mise en place, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux.

À tout moment et sur simple requête de la Police Municipale, la Ville de Louviers pourra faire lever tout dispositif non justifié par la consistance des travaux ou, à l'inverse, faire modifier ou renforcer tout dispositif qui ne présenterait pas les garanties suffisantes, pour les usagers, propre à assurer la sécurité.

### **ARTICLE 5 – Responsabilité**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son bénéficiaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-

vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **ARTICLE 6 – Autres formalités administratives**

Le présent arrêté ne dispense pas d'obtenir, si nécessaire, les autorisations prévues par le Code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L421-1 et suivants, le Code de la route ou toute autre réglementation s'appliquant en l'espèce.

#### **ARTICLE 7 – Validité et renouvellement de l'arrêté**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire ; elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Toute demande de prolongation du présent arrêté devra être formulée par écrit auprès du service sécurité urbaine au moins cinq jours ouvrés avant la date d'expiration de la présente autorisation. Passé ce délai, aucune prolongation ne pourra être garantie.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif et de réparer tout dommage qui aura pu y être causé dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

#### **ARTICLE 8 – Sanctions**

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté fera l'objet d'un constat et pourra entraîner des sanctions conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

#### **ARTICLE 9 – Publication, affichage et diffusion**

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur, sur le territoire de la commune de Louviers.

L'affichage sera assuré par le bénéficiaire de façon visible sur la signalisation temporaire.

Ampliation du présent arrêté sera transmise au bénéficiaire, à Madame la Commissaire de Police, ainsi qu'à Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Seine Eure. Un exemplaire sera conservé à la Mairie de Louviers.

#### **ARTICLE 10 – Application**

Le présent arrêté sera exécuté par la Police d'État sous la responsabilité de Madame la Commissaire de Police et par la Police Municipale sous l'autorité de Monsieur le Maire.

#### **ARTICLE 11 – Recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Louviers dans un délai de deux (2) mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans le délai de deux (2) mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Rouen, dans un délai de deux (2) mois à compter de la notification du présent arrêté ou de la réponse de

l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Le recours contentieux peut également être déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Certifié exécutoire

Par affichage, le 06 MARS 2026

Fait à Louviers, le 06 MARS 2026

Pour le Maire et par délégation,  
L'Adjoint délégué en charge de la sécurité,  
Jean-Pierre DUVÉRÉ

